

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DU TAILLAN MEDOC

Séance du 5 octobre 2023

L'an deux mil vingt-trois et le cinq octobre à 18 heures 30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle du Conseil Municipal « Hôtel de Ville » sous la présidence de :
Madame Agnès VERSEPUY, Maire

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Membres présents et représentés
33	33	33

Date de la convocation

28.09.2023

PRESENTS

Mmes VERSEPUY - RICHARD - VOEGELIN-CANOVA - FABRE - TELLIEZ - TROUBADY - WALCZAK - ROY - LE GAC - JACON - MORICEAU
MM. GABAS - RONDY - CABRILLAT - BLONDEAU - AGNERAY - BRUGERE - TURPIN - MURARD - VIGOUREUX - JAUBERT - LAURISSESGUES

ABSENTS EXCUSES

Mme KOCIEMBA (Procuration de vote à Mme JACON)
Mme TROUBADY (Procuration de vote à Mme LE GAC)
Mme LECOMTE (Procuration de vote à Mme ROY)
Mme QUESTEL (Procuration de vote à M. RONDY)
Mme THELLIEZ (Procuration de vote à Mme RICHARD)
Mme MAUHE-BERJONNEAU (Procuration de vote à M. JAUBERT)
M. OZANEUX (Procuration de vote à Mme VERSEPUY)
M. VANDAMME (Procuration de vote à M. GABAS)
M. GRASSET (Procuration de vote à M. BLONDEAU)
M. SAINT-VIGNES (Procuration de vote à M. TURPIN)
M. LAVARDA (Procuration de vote à M. CABRILLAT)

Date d'affichage

28.09.2023

A été nommée secrétaire de séance

Mme Véronique JACON

Objet de la délibération

Admission en non-valeur des créances éteintes et irrécouvrables -
Budget principal ville

OBJET**ADMISSION EN NON-VALEUR DES CREANCES ETEINTES ET IRRECOUVABLES - BUDGET PRINCIPAL VILLE**

Madame Caroline TELLIEZ, Conseillère Municipale en charge des finances, rappelle à l'Assemblée que conformément au principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable public posé par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, le comptable de la commune est chargé, sous, sa responsabilité, de l'exécution des recettes communales, de poursuivre la rentrée des revenus de la commune et de toutes les sommes qui lui sont dues.

Pour cela et conformément à l'instruction codificatrice n°11-022-M0 du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes publiques des collectivités territoriales, et en application de l'article 55 de la loi de finances rectificative 2010, le comptable dispose de moyens amiables et contentieux à l'encontre des tiers débiteurs de la commune.

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la Collectivité l'admission en non-valeur des sommes non recouvrées. L'admission en non-valeur est votée par l'Assemblée délibérante.

Cette procédure correspond à un apurement comptable se traduisant par une charge au compte 654 du budget communal.

L'admission en non-valeur peut procéder de créances irrécouvrables ou de créances éteintes :

- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables (pour insolvabilité, départ sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritier, montant inférieur au seuil de recouvrement) ne décharge pas le comptable public de son devoir de poursuivre le recouvrement.
- La créance éteinte faisant suite à une décision juridique s'impose à la collectivité et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public.

Cette situation résulte des trois cas suivants :

- Jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs (art L643-11 du code du commerce)
- Décision du tribunal d'instance, de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (art L.332-5 du code de la consommation)
- Lors du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (art L.332-9 du code de la consommation)

Il est proposé d'admettre en non-valeur sur le budget principal de la Ville :

Au titre des créances irrécouvrables (compte 6541 du budget principal) :

- l'exercice 2020 : 27.47 €
- l'exercice 2021 : 258.04 €
- l'exercice 2022 : 98.67 €

Total : 384.18 €

Au titre des créances éteintes (compte 6542 du budget principal) :

- l'exercice 2019 : 484.86 €
- l'exercice 2022 : 277.80 €

Total : 762.66 €

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2343-1,
Vu la loi de finances rectificative n° 2010-1958 du 29 décembre 2010,
Vu l'instruction codificatrice n° 11-022-MO relative au recouvrement de recettes publiques des collectivités territoriales en date du 16 décembre 2011,
Vu l'avis de la Commission municipale du 2 octobre 2023

Vu les états des produits irrécouvrables et des créances éteintes présentés par le Comptable du Trésor Public arrêté à la date 20/06/2023,
Considérant que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement,
ENTENDU le rapport de présentation

LE CONSEIL MUNICIPAL**DECIDE**

1. **D'admettre** en non-valeur au titre des produits irrécouvrables, la somme de 384.18 € (trois cent quatre-vingt-quatre euros et dix-huit centimes) correspondant au détail suivant (compte 6541 du budget principal) :

- l'exercice 2020 : 27.47 €

- l'exercice 2021 : 258.04 €

- l'exercice 2022 : 98.67 €

Total : 384.18 €

2. **D'admettre** en non-valeur au titre des créances éteintes, la somme de 762.66 € (sept cent soixante-deux euros soixante-six centimes) correspondant au détail suivant (compte 6542 du budget principal) :

- l'exercice 2019 : 484.86 €

- l'exercice 2022 : 277.80 €

Total : 762.66 €

POUR : 33 voix (unanimité)

CONTRE : /

ABSTENTIONS : /

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait au Taillan-Médoc

Le 6 octobre 2023

Le Maire,



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

- de sa transmission en Préfecture le 10/10/2023

- de sa publication le 10/10/2023